



ASIE/SRI LANKA - Crimes de guerre et crimes contre l'humanité à l'égard des tamouls - Vers une discussion devant le Conseil des Droits de l'homme de l'ONU

Colombo (Agence Fides) – Les lourdes accusations de « crimes de guerre » et de « crimes contre l'humanité » à l'encontre des populations tamoules du Sri Lanka feront l'objet d'une discussion à partir du 30 mai devant le Conseil des Droits de l'homme de l'ONU à Genève. Ainsi que l'indiquent à Fides des ONG accréditées près le Conseil en question, les accusations sont contenues dans un rapport élaboré par un groupe d'observateurs des Nations unies remis au Secrétaire général de l'organisation, Ban Ki Moon, qui l'a à son tour soumis au Conseil des droits de l'homme. Le groupe d'experts qui a rédigé le Rapport en question – rapport qui a été envoyé à l'Agence Fides – est composé de Marzuki Darusman (Indonésie), Steven Ratner (Etats-Unis) et Yasmin Sooka (Afrique du Sud). Les trois personnes ont commencé le travail de recherche, d'étude et d'audition de témoins au Sri Lanka en septembre 2010 pour l'achever en mars 2011.

Le Rapport confirme que la guerre civile, qui s'est achevée en mai 2009, a fait plus de 40.000 victimes parmi la population tamoule, 300.000 évacués et provoqué de graves dommages ainsi que des violations des droits de l'homme à plus de 2,7 millions de personnes formant la minorité tamoule au Sri Lanka.

Le groupe de travail a visité les lieux, les villes, les camps de réfugiés et a parlé avec les responsables militaires, civils et des organisations humanitaires. Le rapport n'hésite pas à critiquer l'attitude même de l'ONU qui, en particulier au cours de la dernière partie du conflit, celle caractérisée par la majeure violence, « n'a pas fait assez pour éviter des victimes civiles ».

Le document réfute la version officielle du gouvernement sri lankais qui ne reconnaît « aucune victime civile » et porte des « preuves crédibles » d'une « série de violations du droit humanitaire international et des droits de l'homme commise par le gouvernement du Sri Lanka ainsi que par les guérilleros tamouls du LTTE (Tigres de Libération de l'Eelam tamoul) ».

Il fait référence en particulier à la dernière phase du conflit (allant de septembre 2008 à mai 2009), caractérisée par l'avancée militaire à marche forcée dans la zone de Vanni qui a causé de nombreuses victimes civiles et bloqué plus de 330.000 personnes en zone de guerre.

Les accusations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité concernent tant le gouvernement (homicides, mutilations, viols, tortures, persécution raciale) que le LTTE, accusé de violences, de tortures, de recours au travail forcé, de recrutement d'enfants soldats et de meurtres de civils. (PA) (Agence Fides 26/05/2011)